

5 octobre 2010

Déclaration de politique générale du Gouvernement

Majestés, Altesses Royales, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les députés,

La tempête s'est enfin calmée et les nuages dissipés. Dans toute la Suède, femmes et hommes croient aujourd'hui de plus en plus en l'avenir et forment l'espoir de voir les jours à venir être meilleurs et plus sereins que ceux des années qui viennent de s'écouler. Cette évolution est souhaitée. Nombreux ont été ceux à éprouver de l'inquiétude durant les années ayant succédé à la crise financière. Cette inquiétude fait aujourd'hui de plus en plus nettement place à la confiance. Une confiance dans l'avenir. Une confiance dans la Suède.

Nous la voyons sur les sites de production, où les ouvriers sont réembauchés au fur et à mesure que se remplissent les carnets de commande. Elle croît dans les bureaux où, allumé de plus en plus tardivement, l'éclairage témoigne d'une augmentation des heures supplémentaires frayant la voie à de nouvelles embauches. Cette confiance s'affiche sur les chantiers, où l'augmentation de la demande a entraîné celle de la construction. Elle est présente chez les chefs d'entreprises, qui ne suffisent plus à la besogne et prévoient donc d'accroître leurs activités.

Elle habite enfin sur les lieux de travail du nord au sud de la Suède. De Kiruna à Karlskrona. Du Cattégatt au Kalmarsund.

La Suède se relève de la crise financière. Et de manière plus soutenue que pratiquement tout autre pays. Nous semblons avoir surmonté une épreuve qui, lors de crises antérieures, avait débouché sur des compressions de personnel, des augmentations d'impôts et l'exclusion sociale. Cette fois, nous avons évité ces écueils. Nous sommes en mesure aujourd'hui, alors que d'autres nations se voient contraintes de prendre des mesures d'austérité, d'engager des actions empêchant le chômage de s'enraciner. Nous sommes en mesure d'employer tous les moyens pour faire face aux défis que notre pays aura à relever dans l'avenir.

Les raisons de l'évolution à laquelle nous assistons sont nombreuses. Les finances publiques suédoises sont, aujourd'hui, les plus saines de toute l'UE. Si l'on compare avec les chiffres de l'exercice 2006, 100 000 personnes de plus sont aujourd'hui dans la vie active, le nombre des arrêts de travail pour raison de santé a diminué de moitié et celui des mises à la retraite anticipée baisse, pour la première fois depuis 35 ans, de manière sensible. Le chômage régresse peu à peu et les emplois se multiplient.

La Suède arrive également en tête dans toute une série d'enquêtes internationales. Il y a peu, le World Economic Forum présentait son classement des nations les plus compétitives du monde. La Suède s'y était hissée à la deuxième place.

Voilà la Suède qui se relève de la crise. Une Suède forte. Une Suède dont nous sommes en droit d'être fiers. Une Suède qu'il nous faut préserver.

Le Riksdag se réunit aujourd'hui après le verdict rendu par les urnes. Des élections dans lesquelles une voix n'a jamais eu autant de valeur que lors de tout autre élection. Nous avons

tous eu les moyens d'imprimer notre marque aux résultats de ces élections. Ils sont l'expression d'une démocratie dont nous ne sommes pas les seuls bénéficiaires sur notre terre, mais dont manquent certaines parties de notre monde. Il incombe donc maintenant au Riksdag d'assumer ses responsabilités vis-à-vis de la Suède. D'être à la hauteur de la confiance des électeurs.

Forts du soutien accru que nous ont donné les électeurs, le Parti modéré, le Parti libéral, le Parti du centre et les Démocrates-chrétiens continueront d'avoir la charge de gérer les affaires publiques. Nous nous fondons sur ce soutien pour continuer d'assumer nos responsabilités vis-à-vis de la Suède. La manière dont nous gérerons les affaires publiques s'appuiera sur notre manifeste électoral commun, à partir duquel nous poursuivrons notre action.

Notre Alliance est sous-tendue par une certaine idée de la Suède. Nous entendons assumer nos responsabilités vis-à-vis de notre pays et créer les conditions nécessaires au plein emploi et au bien-être. Nous entendons poser les bases d'une société équitable et solidaire, au sein de laquelle l'homme puisse se sentir en sécurité, prendre des initiatives et réaliser ses ambitions. Une société où la force de la famille et de la société civile soit affirmée.

Nous avons pour objectif d'être un gouvernement pour toute la Suède et pour tous les personnes y vivant. D'être un gouvernement qui voie et comprenne l'importance de rassembler tous ceux qui souhaitent s'engager dans la construction de la Suède. Nous souhaitons être un gouvernement à la recherche de solutions intégrées, d'entente et de stabilité au sein du Riksdag. Ceci découlant de nos valeurs innées d'ouverture, de liberté, de justice et d'égalité en droits de tous les êtres humains.

Nous défendrons la forte position économique de la Suède. Une reprise sans faux pas suppose des finances publiques saines. Cela permet d'envisager d'importantes réformes au cours des années à venir. De notre responsabilité à long terme pour notre économie dépend notre capacité à préparer la Suède pour l'avenir.

L'insécurité du monde qui nous entoure est toujours grande. Une rapide reprise des activités économiques suédoises va de pair avec une politique qui mette l'accent sur l'emploi. En même temps qu'il nous faut assurer l'équilibre des finances publiques.

L'importance de la stabilité économique de la Suède ne sera jamais suffisamment soulignée. Toute irresponsabilité risquerait de frapper de plein fouet le cœur même de la société de bien-être. Toute irresponsabilité risquerait d'entraîner des augmentations d'impôts nuisibles à la croissance et l'emploi. Elle risquerait également d'entraîner une augmentation des taux d'intérêts grevant les marges des ménages et d'avoir des effets pervers sur la volonté des entreprises en matière d'investissements et d'embauche. Ce n'est pas sur cette voie que la Suède doit s'engager. Elle ne le mérite pas.

C'est en assumant nos responsabilités vis-à-vis de la Suède que nous la ferons évoluer de la crise vers le plein emploi. Voilà pourquoi le gouvernement souhaite rassembler le Riksdag pour lui confier la tâche d'assurer la viabilité à long terme des finances publiques suédoises.

Durant cette législature, notre politique aura pour objectif d'équilibrer nos finances publiques et de générer un excédent correspondant à 1 % du PIB. Nous continuerons de respecter et renforcer l'encadrement de nos finances publiques. La dette publique, en tant que pourcentage du PIB, continuera de diminuer. C'est de cette manière que nous pourrions garantir le bien-être social et permettre à la Suède de gérer sans encombre les crises à venir. S'inscrivant dans le cadre de cette politique économique responsable, toute réforme se mesurera donc à l'aune des marges qu'offre cette politique. Il se pourra que, pour le cas où l'expansion économique serait plus faible que prévue ou que l'équilibre des comptes le commande, il soit nécessaire de les abandonner, de la remettre à plus tard ou de leur accorder un financement supplémentaire. Sur ce point, le gouvernement entend faire passer un message clair : la responsabilité sera de rigueur.

Notre principal objectif est de mener la Suède vers le plein emploi. Nous souhaitons donner un coup d'accélérateur à la Suède – pour accroître l'emploi et préserver le bien-être social. Notre stratégie d'insertion sur le marché du travail est maintenue : toute personne, en fonction de ses capacités de travail, doit être en mesure d'avoir un emploi. Il doit être plus profitable de travailler, plus facile et meilleur marché d'embaucher ; de plus en plus d'entreprises doivent démarrer, prendre racines et réussir en Suède.

Nous souhaitons que toutes les personnes qui le peuvent aient un travail. Il n'y a pas, dans notre société, de fossé plus grand que celui séparant ceux insérés sur le marché du travail de ceux en étant exclus. Un travail, une communauté de travail, un salaire décent donnent à l'individu les moyens d'opérer des choix et de maîtriser son existence. Donner au plus grand nombre et dans toute la Suède les moyens d'avoir un travail est donc une question fondamentale d'équité.

C'est sur le travail que se fonde le bien-être de la Suède. Notre avenir, la cohésion de notre société et notre bien-être sont directement liés à notre travail. Nous estimons de ce fait qu'il nous faut tous travailler. Dans un petit pays comme le nôtre, nous ne pouvons refuser un emploi dans la mesure où il offre de bonnes conditions et un salaire conventionné.

À cet égard, créer des emplois est bien, mais il est aussi important pour les salariés de ressentir que leur travail apporte une différence appréciable. La Suède doit être un pays où le travail est récompensé. Nous entendons par là que l'infirmière assurant la faction de nuit au service des urgences, l'enseignant du lycée transmettant le savoir à nos enfants ou le policier chargé d'assurer notre sécurité doivent sentir qu'ils sont rémunérés à leur valeur.

Une poursuite de la baisse des impôts sur les revenus de l'emploi ne doit pas simplement améliorer la marge économique de manœuvre de ceux qui travaillent, elle doit aussi accroître le volume global de travail et l'emploi en général, générant ainsi plus de ressources pour le bien-être. Voilà pourquoi le gouvernement ouvre la voie, lorsque l'économie repartira, à une poursuite des baisses d'impôts à l'intention des personnes à faible ou moyen revenu. Il est dans nos intentions, si les finances publiques et la situation économique l'autorisent, d'accroître encore l'abattement fiscal sur le revenu professionnel.

Des actifs au revenu tout à fait moyen continuent encore aujourd'hui de verser l'impôt sur le revenu destiné à l'État. En dépit du relèvement, en 2009, du seuil à partir duquel le revenu est soumis à l'impôt national, nombreux sont encore ceux à y être assujettis – rendant ainsi la poursuite d'étude moins intéressante. Voilà pourquoi le gouvernement, dans le cadre des réformes qu'il prévoit, à l'ambition de relever encore le seuil de l'impôt d'État sur le revenu.

La Suède est aujourd'hui un pays en mesure de mobiliser des moyens derrière ses ambitions de parvenir au plein emploi. Un pays qui, en rétablissant pas à pas la valeur travail, rend notre société plus soudée et plus dynamique, tout en la rendant ainsi plus apte à relever les défis démographiques et une concurrence mondiale accrue. Un pays qui s'est donné les moyens de parvenir à ce bien-être si indispensable à la cohésion de la société suédoise.

Des mesures vigoureuses seront prises pour éviter que le chômage ne se maintienne à son haut niveau. Des actions ciblées seront entreprises à l'intention des chômeurs de longue durée, des jeunes et des personnes fragilisées sur le marché du travail. Nous n'entendons pas accepter que le chômage augmente en période difficile pour s'installer ensuite au moment de la reprise des affaires.

La réduction de moitié des charges patronales versées par les personnes embauchant des jeunes de moins de 26 ans est maintenue. Des ressources accrues seront allouées aux stages en entreprise et au conseil en reconversion. Le Pôle emploi se verra allouer des ressources supplémentaires. Un nombre plus important de jeunes se verra offrir la possibilité de profiter d'un soutien en faveur de l'emploi. Par ailleurs, les jeunes chômeurs ne disposant ni du brevet des collèges ni du baccalauréat auront plus largement la possibilité, par le relèvement de l'allocation d'étude, de compléter temporairement leurs résultats.

D'autres voies seront également ouvertes, qui permettront aux jeunes de chercher du travail. Une nouvelle forme de contrat à durée déterminée (CDD) est introduite pour les élèves des filières d'apprentissage des lycées techniques. Par ailleurs, des périodes d'apprentissage à l'essai seront proposées aux jeunes de moins de 24 ans. L'action engagée en faveur de l'apprentissage ouvrira de nouvelles voies d'accès à l'emploi pour bien des jeunes ayant aujourd'hui des difficultés à s'insérer sur le marché du travail.

Nombreuses sont les personnes handicapées loin d'une intégration sur le marché du travail. C'est la raison pour laquelle des actions seront engagées en faveur de ce groupe pour éliminer

les obstacles existants et créer des possibilités d'emploi. Un relèvement de l'aide particulière à l'emploi sera notamment décidé.

Les personnes âgées se verront donner la possibilité de continuer à travailler. C'est la raison pour laquelle nous souhaitons faire passer le droit de continuer à travailler de 67 à 69 ans. Le gouvernement envisage, dans le cadre de l'accord sur les retraites, d'aborder cette question avec les Socio-démocrates.

Les régimes d'assurances sociales et d'assurance chômage, qui remplissent une fonction importante dans notre système de protection sociale, doivent être conçus de manière à encourager le travail et se fonder sur des mesures actives permettant à l'ensemble de celles et ceux qui souhaitent travailler, d'obtenir l'aide et le soutien dont ils ont besoin pour se réinsérer sur le marché du travail.

Plusieurs reformes importantes ont été menées à bien dans le cadre des régimes de sécurité sociale. La passivité antérieure a fait place à des mesures actives.

Il importe de s'assurer de la continuité des intentions de la réforme. Les personnes gravement malades et dans l'incapacité de travailler devront pouvoir être indemnisées. Parallèlement, la réforme devra accroître les motivations et le soutien apporté à celles et ceux souhaitant se réinsérer sur le marché du travail. D'importantes transformations, comme celles de la réforme de l'assurance-maladie, peuvent amener certaines personnes à en supporter des conséquences aberrantes et non souhaitables. Il importe, dans ce cas, de faire preuve d'humilité.

Le gouvernement poursuivra son suivi de l'évolution de ce domaine. Si des règlements et leur application ont eu des conséquences indésirables pour le particulier, nous procéderons à leur révision.

Une commission d'enquête parlementaire a été mise sur pied, qui est chargée d'examiner de quelle manière réformer les régimes de sécurité sociale pour en améliorer, à terme, la qualité. Lorsque cette commission aura soumis ses propositions, le gouvernement se penchera de nouveau sur la question pour décider de la date et de la manière dont pourra être introduite une assurance-chômage obligatoire.

Travail, croissance et bien-être se fondent sur la liberté d'entreprise. Un accroissement du nombre des emplois suppose, en premier lieu, l'existence d'un secteur économique et industriel dynamique et vigoureux. C'est ce qui explique pourquoi l'entrepreneuriat sera encouragé. De nouvelles entreprises devront démarrer, prendre racines et réussir en Suède.

Au cours de la précédente législature, une action résolue a été engagée pour améliorer l'environnement entrepreneurial en Suède. Les impôts ont été allégés pour les chefs

d'entreprises et l'entrepreneuriat, les charges patronales diminuées et les procédures administratives réduites. De nouveaux pans de l'économie ont été ouverts à l'entrepreneuriat, en particulier dans le secteur du bien-être social. Cette action sera poursuivie.

La Suède se doit de mettre en place un environnement plus favorable aux entreprises et à l'innovation. Une stratégie de l'innovation sera élaborée. Une action sera engagée dans le conseil, l'accompagnement personnalisé et le financement de l'innovation. La simplification de la législation sera poursuivie. Des actions seront également engagées en faveur de l'entrepreneuriat des femmes, des jeunes et des immigrés. Une action particulière dédiée au renforcement du potentiel de développement de l'intérieur du Nord de la Suède. Une large enquête sur la fiscalité des entreprises sera engagée, avec pour objectif de modeler la fiscalité des entreprises de manière à favoriser emploi et investissements.

Les crédits d'impôt sur les services d'accompagnement de la vie quotidienne et ceux sur les travaux d'amélioration, de transformation et d'entretien des logements ont généré des dizaines de milliers d'emplois. Nous avons assisté au blanchiment d'activités effectuées jusqu'ici au noir, un blanchiment profitable aux salariés comme à la société en général. Ces emplois doivent être maintenus. Si les finances publiques et la situation économique le permettent, le taux de TVA sur la restauration sera diminué de moitié. À terme, cela débouchera sur une diminution des coûts générant à leur tour de nouvelles embauches et de nouveaux emplois.

Le gouvernement estime que le rôle de l'État est de fixer les cadres et règlements valables pour le secteur industriel et commercial, non de posséder et de gérer des entreprises.

C'est la raison pour laquelle il ne devrait pas, en principe, être propriétaire d'entreprises ayant des activités sur des marchés où s'exerce la libre concurrence – sauf si, bien sûr, cette entreprise joue un rôle particulier de service public difficile à assurer autrement.

Ce n'est qu'en nous préoccupant de la Suède entière que nous serons en mesure d'assurer la cohésion de notre société. La Suède est un pays étendu, avec quelques grandes villes et de vastes régions rurales. Toutes les régions de Suède doivent se voir donner les moyens de se développer en fonction de leurs atouts et de leurs capacités.

Donner à la Suède entière les chances de se développer, c'est lui procurer, où que ce soit, les moyens de vivre, de travailler et d'entreprendre. Facteur facilitant les activités quotidiennes, l'accès à de bonnes communications électroniques est une nécessité sans laquelle un chef d'entreprise est dans l'impossibilité de mener des activités dans toute la Suède. La mise sur pied d'une politique ambitieuse en matière d'énergie et de climat servira de base à des investissements et à l'entrepreneuriat dans les régions rurales. Les activités économiques vertes jouent un rôle significatif. Des efforts continueront d'être déployés dans le cadre de l'action « La Suède, nouveau pays de l'art culinaire ».

La Suède doit se doter d'un système performant de transport. De transports en commun attractifs, de réseaux routier et ferré plus performants et de bons moyens de communication mettant en relation villes et monde rural. Le gouvernement vient de prendre la décision historique de débloquer près de 500 milliards de couronnes d'ici à 2021 au profit de projets d'infrastructures de transport. Cette décision est maintenue. Elle permettra des investissements importants dans les réseaux routier et ferré au cours des prochaines années.

De nouvelles habitations doivent être construites, le secteur locatif renforcé. De nouveaux logements, en particulier pour les jeunes, seront créés en favorisant la location de logements privés.

Donner à tout individu la possibilité de s'épanouir et d'avoir accès au savoir est l'une des principales missions de notre société. En tirant profit des potentialités et de la volonté de tout individu, nous posons les bases de la Suède de demain.

Un enseignement de qualité favorise les chances de réussite. Nous souhaitons voir mis en place un système éducatif dans lequel tout élève soit mis en valeur et où chacun, toutes origines confondues, se voit donner la chance d'avoir accès à la connaissance. L'acquisition de connaissances est à la source d'une justice et d'une participation accrues. Le savoir est le sésame ouvrant la porte de la réussite de tout élève.

Nous avons fait un bout du chemin. Grâce à l'action engagée par le gouvernement sur la revalorisation du métier d'enseignant, à une meilleure formation des enseignants, à l'introduction de nouveaux objectifs pédagogiques clairs, à des appréciations écrites obligatoires ainsi que grâce à une nouvelle loi scolaire. Auxquels il faut ajouter notre action en faveur de l'apprentissage de la lecture, de l'écriture et du calcul, un soutien accru aux élèves en difficultés, un effort sur les mathématiques, une inspection scolaire mieux ciblée, des ressources accrues à la recherche, le développement des établissements d'enseignement supérieur technique et professionnel et une réforme des enseignements du deuxième cycle.

L'ambition affirmée du gouvernement est de continuer à renforcer le système éducatif. Les enseignants jouent dans ce processus un rôle incontournable. Pour aider les enseignants à fournir un travail de qualité est mis en œuvre un train de mesures en faveur de ces derniers. Il s'inscrit dans la poursuite de l'action engagée par le gouvernement sur la formation continue et la revalorisation du métier d'enseignant, un renforcement de l'encadrement pédagogique, la formation des enseignants non diplômés et la mise en place des centres de recherche des universités. Le nombre d'heures d'enseignement dispensées dans les collèges et écoles primaires sera également augmenté.

C'est dans la sérénité que nous acquérons le maximum de connaissances. Ceci exige un environnement scolaire favorable, des mesures contre le harcèlement psychologique en milieu scolaire et une prise de conscience des valeurs fondamentales, indispensables à la vie en société. Un effort particulier, portant sur la santé scolaire, devrait donner aux enseignants le temps de se consacrer pleinement à leur métier et apporter un soutien aux élèves en mal de repères.

Nous introduirons des programmes d'étude plus clairs et plus axés sur les savoirs dans les niveaux primaire et secondaire ainsi qu'un nouveau programme d'étude dans l'enseignement préscolaire, lequel comportera un contenu pédagogique accru. Un nouveau système de notation sera mis en place, avec des notes à partir de la sixième.

Nous avons tous, en nous, les moyens d'acquérir, à notre propre rythme, de nouveaux savoirs. Un système scolaire de qualité dépiste ces facultés et fournit les moyens de les épanouir. C'est la raison pour laquelle nous revaloriserons les formations pratiques en développant les filières professionnelles et d'apprentissage des lycées techniques. Nous poursuivrons nos actions en faveur de la formation professionnelle pour adultes et développerons les établissements d'enseignement supérieur technique et professionnel.

La société doit assurer à tous les élèves des chances égales leur permettant de réaliser leurs ambitions. C'est la raison pour laquelle il importe d'avoir un système d'aide pécuniaire aux études très cohérent. En dépit de l'existence d'un des systèmes d'aide aux études les plus généreux du monde, bien des étudiants ont des difficultés à joindre les deux bouts. Voilà pourquoi le gouvernement relèvera le montant du volant prêt de l'aide pécuniaire aux études de 500 couronnes par mois à compter du 1^{er} juillet 2011.

Nous souhaitons voir la Suède continuer d'être une nation de pointe dans le domaine de la recherche. Les actions du gouvernement en faveur de la recherche et de l'innovation ont déjà eu pour effet de porter à un niveau jamais atteint jusqu'ici les dotations destinées à la recherche suédoise. Ces efforts seront poursuivis. Une action en faveur de la promotion de la qualité sera menée dans l'enseignement supérieur.

C'est à l'intersection du rêve et de la réalité quotidienne que la Suède est devenue un État-providence. Le labeur et le sens de l'esprit d'entreprise de ses habitants, conjugués à leur ouverture sur le monde extérieur, ont fait de la Suède l'un des plus riches pays du monde. Ces richesses ont servi de point de départ aux systèmes de bien-être qui aplanissent les différences et donnent une chance à tout un chacun.

La Suède doit rester un État-providence de qualité. Un développement du bien-être est une question de justice. De la meilleure qualité qui soit, les activités et services que fournit ce bien-être doivent s'adresser à ceux qui en ont besoin, sans distinction d'origine, de lieu de

résidence, de sexe ou de condition de richesses. Y parvenir nécessite un financement solidaire et public.

Au cours de la précédente législature, le gouvernement a mis en œuvre bien des réformes pour rehausser la qualité des prestations de l'État-providence, accroître leur libre choix et en améliorer l'accès. Nous avons parallèlement préserver le bien-être pendant la crise. Quand d'autres pays sont contraints de procéder à des coupes claires, nous avons pu nous, grâce à la politique responsable menée, allouer des sommes historiquement importantes.

Les actions visant à préserver et renforcer le bien-être seront maintenant poursuivies. Au relèvement permanent du montant de la dotation d'État allouée aux communes et conseils généraux, de 5 milliards de couronnes, viendra s'ajouter une rallonge ponctuelle de 3 milliards de couronnes en 2011.

Ce sont des ressources que nous souhaitons voir aller à la protection des activités centrales des communes, à la santé et à l'action sociale ainsi qu'aux activités s'adressant à l'enfance et à la jeunesse.

Garantir à tous des soins de santé équitables et justes constitue l'un des principaux défis que l'État-providence se doit de relever. Voilà pourquoi sera formulé un projet de loi sur la place et les droits du patient. Une action sera engagée au niveau national pour accroître la sécurité des malades et réduire les temps d'attente dans les services des urgences du pays. La garantie de soins sera peu à peu renforcée tandis que des mesures seront prises pour continuer de faire disparaître les files d'attente précédant les traitements.

Les soins palliatifs dispensés aux malades en phase terminale seront améliorés. Les mesures prises en faveur de la psychiatrie seront rendues permanentes. La réforme des soins dentaires sera poursuivie par des actions spécifiques en faveur de ceux qui en ont le plus besoin. Le développement de l'État-providence sera poursuivi de manière à ce que chacun ait davantage les moyens d'exercer son libre choix. Dans l'accueil de l'enfance, l'action sociale aux personnes âgées et les soins de santé.

Toute personne âgée a le droit de vieillir dans la dignité. Nos personnes âgées doivent donc pouvoir sentir que leur situation économique est acceptable. Elles doivent pouvoir se sentir sans inquiétudes, éprouver un sentiment de communauté et de participation à la vie sociale.

Cette vieillesse dans la dignité se fonde en grande partie sur la sécurité financière. Nous voulons voir les personnes âgées vivant en Suède pouvoir vivre de leurs retraites, même après impôts. Voilà pourquoi nous avons, en deux phases successives, réduit les impôts des retraités. Une troisième diminution sera mise en œuvre à compter du 1^{er} janvier prochain.

Le gouvernement a pour ambition de diminuer encore les impôts des retraités lorsque le permettront les finances publiques et la situation économique.

Le mode de logement jouant également un rôle important pour leur indépendance et leur sentiment de sécurité, le gouvernement a donc l'ambition de donner aux personnes âgées la possibilité de choisir elles-mêmes le moment où elles décideront de s'établir dans la forme de logement qui leur convient. Les couples âgés qui le souhaitent doivent, de la même façon, pouvoir continuer à vivre ensemble, même s'ils nécessitent des soins médico-sociaux de nature différente.

L'action engagée pour améliorer, dans le cadre de l'action sociale en faveur du troisième âge, qualité et libre choix sera poursuivie. L'aide à ces personnes doit être aménagée en plaçant la dignité humaine au centre des préoccupations. Des garanties locales de dignité humaine doivent être mises en place dans l'ensemble des communes du pays. Une action sera engagée pour promouvoir une telle évolution.

Pour assurer une prise en charge meilleure et plus structurée, sera engagée un vaste train de mesures en matière d'action sociale et de santé. Notre objectif étant de parvenir à une coopération plus étroite entre communes et conseils généraux dans le soutien apporté aux personnes souffrant de multi-pathologies et aux personnes âgées les plus fragiles.

Qu'entendons-nous par mesures de qualité relatives à l'action sociale et aux soins de santé destinés aux personnes âgées vivant en Suède ? C'est, dans une large mesure, être à l'écoute des acteurs de terrain et leur donner les moyens d'effectuer un travail de qualité. C'est également leur donner la possibilité d'exercer une influence, de coopérer et de s'épanouir. S'inscrivant dans ces efforts, une initiative spéciale de formation sera mise en œuvre à l'intention des acteurs de terrain exerçant dans le système de santé et l'action sociale : le train de mesures en faveur de la revalorisation des métiers de l'action sociale.

Rien ne rogne autant la liberté humaine que la peur de se voir exposé à un acte délictueux ou criminel. En être victime est une atteinte à la vie et aux biens qui remet en cause les valeurs les plus fondamentales sur lesquelles repose la société suédoise. Dans une société qui se veut protectrice, la loi suédoise s'applique à tous de la même manière et où que ce soit. Un système judiciaire efficace est la clé de voûte d'une démocratie performante et d'une société de bien-être hautement développée.

Une société providentielle, c'est aussi offrir aux enfants des conditions suffisamment satisfaisantes pour leur permettre de grandir dans un environnement sans risques. Dans lequel ils puissent découvrir l'affection, la compréhension ; dans lequel aussi ils soient confrontés à des exigences, s'acquittent de leurs responsabilités et apprennent à se respecter et se protéger mutuellement. C'est en fin de compte prendre nos responsabilités vis-à-vis de nous-mêmes, de nos actions et de notre prochain.

Une société de droit est fondée sur la protection de l'individu et le droit à l'intégrité de la vie privée. Nous souhaitons voir une société dans laquelle délinquants et criminels soient punis

et leurs victimes prises en charge. Dans laquelle des peines équitables soient infligées pour restaurer la dignité de la victime, mais aussi pour que le criminel purge sa peine et se voit donner une nouvelle chance.

Au cours de la précédente législature, le gouvernement a mené à bien l'action en faveur du système judiciaire la plus importante jamais réalisée dans les temps modernes. Aujourd'hui, 20 000 policiers travaillent de manière visible et sur le terrain pour accroître notre sécurité. L'objectif recherché est de mettre en place une Suède plus sûre pour tous, qui que l'on soit et où que l'on habite. Cette action se poursuivra.

Nous entendons poursuivre l'alourdissement des peines à l'encontre des récidivistes et multirécidivistes. Les tâches de la police et de la justice continueront d'être modernisées et rendues plus efficaces. La prévention des délits et crimes, leur taux d'élucidation et leur poursuite devant les tribunaux iront en croissant. Dans son travail, la police devra améliorer ses capacités à tirer profit des technologies modernes, d'une part pour se rendre plus efficace mais également pour lutter contre la criminalité croissante survenant sur Internet.

Alcool, drogues et faits de violence sont étroitement liés entre eux. L'action préventive engagée pour réduire la consommation d'alcool, enrayer l'entrée de drogues en Suède et réduire les effets nocifs de certaines sera poursuivie. C'est une action dont l'objectif est d'améliorer la santé publique et la sécurité des personnes vivant en Suède.

Se sentir, dans la vie quotidienne, libre et en sécurité est une évidence pour tous. Les femmes et les enfants sont, dans bien des situations, beaucoup plus vulnérables. C'est la raison pour laquelle nous renforcerons la protection des femmes vivant sous identité d'emprunt et mettrons particulièrement l'accent sur la violence envers les proches, les crimes sexuels, le harcèlement et l'aide aux enfants en danger.

Parmi les jeunes en Suède en particulier, est répandu le sentiment que, très souvent, la société reste les bras croisés devant les infractions commises. Les adultes sont ressentis comme absents. Dans certaines parties de la Suède règne le sentiment que la loi du plus fort a supplanté celle de l'État. Évolution inacceptable. Voilà pourquoi il sera donné la priorité à la lutte contre la délinquance juvénile.

La société ne peut – ni économiquement ni humainement – se payer le luxe de tourner le dos aux jeunes en difficultés. Tout acte répréhensible doit être sanctionné, de manière sensible et précoce. La coopération entre police, services sociaux, école et parents a besoin d'être renforcée. La justice doit réduire ses délais d'instruction ; la réinsertion des jeunes placés en centres éducatifs fermés doit être améliorée.

Égaux, les êtres humains ont tous le droit de procéder à leurs propres choix. Ceci est déterminant pour la manière dont nous souhaitons voir la Suède affronter l'avenir. La voie

menant à une Suède égalitaire passe par le respect auquel chaque individu a droit. Une Suède plus égalitaire est une Suède plus dynamique et solidaire.

Si, en Suède, l'égalité des chances entre femmes et hommes est parvenue à un niveau supérieur à celui de bien d'autres pays, beaucoup reste encore à faire pour que les femmes aient les mêmes possibilités que les hommes. Les réductions d'impôts sur le revenu, les crédits d'impôt sur les services d'accompagnement de la vie quotidienne, la multiplication des entreprises opérant dans le secteur de l'action sociale permettent plus facilement aux femmes de vivre de leur salaire, de combiner carrière et vie familiale et de mener une entreprise.

Le gouvernement poursuivra son action en faveur d'une égalité accrue des chances entre femmes et hommes.

Notre politique familiale se fonde sur le principe selon lequel les enfants doivent avoir la possibilité de s'épanouir auprès de leurs parents. Même si nous sommes conscients que toutes les familles sont différentes, qu'elles ont des priorités et des besoins différents, nous constatons cependant que ce sont les parents les mieux placés pour prendre les décisions se rapportant à la vie de tous les jours. C'est ce qui explique que nous entendons établir des conditions propices pour le développement des enfants et des jeunes, favoriser le libre choix des familles en ce qui concerne le mode de garde de leurs enfants, instaurer des conditions leur permettant d'avoir le temps d'être ensemble et promouvoir une équité accrue au sein des familles.

Quelques réformes seront menées à bien au cours de cette législature. Les parents célibataires se verront donner la possibilité de céder leur droit à l'allocation parentale d'éducation. Le complément de libre choix d'activité sera rendu plus souple. Les jeunes parents pourront profiter ensemble de leur congé parental pendant 30 jours jusqu'au premier anniversaire de leur enfant. À cela viendra s'ajouter une simplification de la prime d'égalité entre les sexes appelée à promouvoir un partage plus égal du congé parental entre les conjoints.

Une action spécifique sera engagée pour venir en aide aux familles nombreuses placées en situation financière précaire. Aujourd'hui, les parents célibataires, en particulier, ont bien des difficultés à joindre les deux bouts. Le relèvement de l'allocation complémentaire pour familles nombreuses s'inscrit dans les mesures prises pour faire face à ce problème. Une nouvelle étape sera maintenant franchie. Le 1^{er} janvier 2012, le gouvernement relèvera le montant du complément spécial d'allocation logement versé aux familles nombreuses. Ceci constitue une mesure importante pour venir en aide à ceux disposant des marges pécuniaires les plus étroites.

Notre tradition d'ouverture sur le monde extérieur constitue certainement l'un des traits les plus saillants de notre nation. En Suède, des générations de personnes fuyant la répression et la pauvreté se sont installées pour y avoir la chance de se bâtir une nouvelle vie. Ceci a enrichi notre pays, nous a ouvert de nouveaux horizons et permis de développer davantage encore notre société. Ces nouveaux arrivants contribuent à notre bien-être. Sans cette ouverture, la Suède d'aujourd'hui serait un pays plus pauvre.

Parallèlement, les systèmes servant à l'intégration des immigrés en Suède font preuve de graves déficiences. Problèmes qui reflètent leur taux important de chômage et les problèmes sociaux des banlieues des grandes villes. Nous les percevons également dans la faiblesse des résultats scolaires de leurs enfants et la discrimination sur le marché du travail. Aussi vrai qu'il nous faut reconnaître l'existence en Suède de ces déficiences, aussi vrai nous faut-il constater que ce sont des dysfonctionnements systémiques qui sont à l'origine de ces problèmes et non les nouveaux arrivants en Suède.

L'amélioration de l'intégration figure au nombre de nos plus grands défis. Nous entreprendrons très sérieusement l'éradication des déficiences existantes. Plus nombreux doivent être les immigrants à pouvoir obtenir un travail et une formation dans la société suédoise. Nous entendons faire davantage pour que ceux qui immigreront en Suède se sentent les bienvenus et puissent apporter leur contribution. Ceci se fonde sur les valeurs à partir desquelles est construite notre société et que nous souhaitons voir caractériser la Suède.

Le gouvernement souhaite voir la Suède disposer d'une politique d'asile humaine, responsable et garante de la sécurité juridique. La Suède doit rester une terre d'asile pour les personnes fuyant les persécutions et l'oppression.

Au cours de la précédente législature, les possibilités offertes pour venir en Suède ont été élargies de manière à s'assurer un avenir meilleur par son propre travail. La nouvelle réglementation concernant l'immigration de main-d'œuvre est extrêmement importante. Elle fait que la Suède se place en tête d'une évolution visant à ouvrir davantage les frontières et à accroître la mobilité, phénomènes dont devrait tirer grandement parti une société qui veut se développer et pouvoir relever les défis démographiques à venir. C'est la raison pour laquelle nous tenons à cette réforme et la mènerons à bonne fin.

L'intégration se fonde sur le travail et sur la possibilité de subvenir à ses propres besoins, le principe du gouvernement sur l'insertion par le travail s'inscrit également dans sa politique d'intégration. Nous souhaitons que cette politique, comme toutes nos autres politiques, parte du fait que chaque individu en possession de tous ses moyens puisse également subvenir à ses besoins propres.

Notre politique d'intégration fait du travail et des connaissances linguistiques des éléments essentiels. De nouvelles améliorations sont nécessaires pour pouvoir tirer profit du potentiel et de l'énergie dont font preuve les personnes d'origine étrangère. C'est ce qui explique que nous proposerons un certain nombre de réformes durant cette législature. Celles-ci, comme

celles déjà décidées et mises en œuvre, soulignent à quel point le travail est le moyen de s'intégrer dans la société suédoise.

Des actions seront entreprises pour renforcer davantage encore les moyens offerts aux personnes nées à l'étranger de s'établir plus rapidement sur le marché de travail.

Conformément aux orientations prises, les nouveaux immigrants devront pouvoir trouver un emploi, apprendre le suédois et s'initier au fonctionnement de la société suédoise. Leurs enfants devront avoir accès à un établissement scolaire de qualité, la famille à un logement où elle se plaise et se sente en sécurité.

Ces actions visent notamment à continuer d'améliorer l'enseignement du suédois dispensé aux immigrés, en l'axant plus étroitement sur le marché du travail. À développer les contrats d'entrée sur le marché du travail. À mettre en œuvre des actions de conseil et de tutorat pour venir en aide aux immigrants faisant preuve d'esprit d'entreprise. À renforcer les ressources allouées aux établissements scolaires de zones réputées difficiles pour promouvoir une amélioration des résultats scolaires.

Une commission d'enquête sera constituée également pour examiner la possibilité d'introduire des réductions d'impôts pour les entreprises s'implantant dans des zones particulièrement sensibles, les zones de redynamisation urbaines (ZRU).

D'un contenu pratique important, la nationalité a une importante valeur symbolique. L'acquisition de la nationalité suédoise implique des droits et des devoirs. Nous souhaitons marquer l'importance et la signification profonde de cette nationalité par l'organisation d'une cérémonie officielle de remise de certificats.

La champ d'action de la société civile dépasse de loin celui de l'État. Une société ouverte et tolérante se fonde sur des valeurs claires, à partir desquelles nous séparons le bien du mal et le juste du faux, nous faisons preuve de tolérance vis-à-vis de la différence et offrons aux femmes et aux hommes les moyens de s'épanouir. L'édifice social est, chaque jour, érigé par les actifs d'une société civile réunie dans un vaste éventail d'associations à but non lucratif et fondées sur le bénévolat de ses membres.

Nous souhaitons continuer d'apporter notre soutien à ces forces bénévoles en leur facilitant la mise en œuvre de leurs engagements et en laissant les communautés de la société civile se développer en fonction de leur caractère particulier. Nous entendons coopérer avec ce secteur et lui servir de complément, non intervenir dans sa gestion ou entrer en concurrence avec lui. Dans ce contexte, nous avons l'ambition, si la situation économique l'autorise, d'introduire un droit à des déductions pour les dons accordés à des activités caritatives.

Nous souhaitons que la culture constitue une force dynamique, indépendante, à même de relever des défis et dont l'action se fonde sur la liberté d'expression. Partant de la liberté et la

valeur intrinsèque de la culture, nous renforcerons son importance dans la société et œuvrerons pour qu'elle touche un nombre plus grand d'individus, quelles que soient leurs origines et leurs conditions. Pour permettre aux enfants et aux jeunes d'avoir plus facilement accès à la vie culturelle, le gouvernement a décidé d'élargir son action en faveur de la création artistique et de la culture à l'école primaire et au collège.

Nous assumons tous la responsabilité d'assurer la pérennité de la mémoire collective de notre société. Les administrations chargées du patrimoine culturel (archives, bibliothèques et musées) en ont une responsabilité toute particulière. Pouvoir avoir accès, dans toute la Suède, à la richesse de son patrimoine culturel est un privilège auquel nous sommes particulièrement attachés.

Les sports étant notre plus grand mouvement associatif, nous entendons mener une politique sportive donnant au plus grand nombre les moyens de faire de l'exercice physique ou de pratiquer un sport. Nous mettrons spécialement l'accent sur les moyens à donner aux enfants et aux jeunes pour voir ces derniers participer à la vie sportive. C'est la raison pour laquelle nous poursuivrons l'action engagée par le gouvernement en faveur des activités sportives des enfants et des jeunes et que, par le biais du budget de l'État, nous lui assurerons un financement plus régulier.

La Suède doit, tant au niveau national qu'international, rester un pays précurseur en matière d'environnement de qualité et de développement durable. On ne peut que constater la gravité des problèmes environnementaux que constituent le défi climatique, les émissions nocives et la pollution des mers. Si nous nous devons d'agir au niveau national pour assumer nos responsabilités, nous devons également réaliser que des problèmes mondiaux demandent des solutions globales.

Notre politique climatique est la preuve que la Suède est là, par ses actions aux niveaux national et international, pour montrer la voie. Ces mesures nationales sont là pour nous permettre de montrer comment s'engager pour procéder aux transformations que le planète demande. Voilà pourquoi nous sommes fermement décidés à réduire les émissions survenant en Suède. D'ici 2020, ces émissions devront avoir diminué de 40 pour cent, soit l'objectif le plus ambitieux des États membres de l'UE.

Le gouvernement estime que les mesures déjà prises ou annoncées pour les prochaines années sont suffisantes pour parvenir à cet objectif. La taxe sur les émissions de CO₂ ne sera donc pas relevée au cours de cette législature, si ce n'est pour procéder aux réajustements annuels dictés par l'évolution de l'indice des prix à la consommation et pour respecter les mesures déjà décidées.

À terme, le gouvernement a pour objectif de voir la Suède se doter, en 2030, d'un parc automobile ne faisant plus appel aux carburants fossiles. Pour y parvenir, nous introduirons

une prime aux véhicules à émissions ultra-faibles pour les voitures émettant très peu de rejets. Des actions seront également engagées pour développer des véhicules propres, des véhicules électriques hybrides rechargeables (VEHR) et les infrastructures qu'ils exigent.

La Suède continuera d'être à la pointe pour parvenir à un accord global sur le climat. Ce nouvel accord devra porter sur des réductions plus sensibles des émissions, englober un plus grand nombre de gaz à effet de serre et inclure un nombre de pays plus important qu'aujourd'hui. La Suède œuvrera également pour que l'ensemble des États membres de l'UE introduisent une taxe sur les émissions de CO₂.

L'aide suédoise à un développement respectueux de l'environnement sera développée et les travaux engagés pour soumettre l'aide au développement à l'épreuve du changement climatique seront poursuivis. Le soutien apporté aux investissements climatiques et au transfert de technologie vers les pays en développement ira en croissant. Un soutien particulier devra être apporté aux pays en développement ayant le moins contribué aux problèmes mais en subissant les plus graves conséquences.

Des règles du jeu s'imposent pour obtenir, à terme, une énergie de qualité, bon marché et respectueuse du climat. Le gouvernement a présenté une politique climatique et énergétique offensive et ambitieuse alliant durabilité écologique, compétitivité et sécurité de l'approvisionnement.

Pour réduire notre vulnérabilité et accroître notre sécurité d'approvisionnement, nous souhaitons voir notre système national d'alimentation en électricité se doter d'un troisième pilier. Qui consisterait en l'introduction d'une production combinée de chaleur et d'électricité (PCCE), de l'énergie éolienne et d'autres énergies renouvelables. L'énergie nucléaire étant, dans les années à venir, appelée à rester un volant important de la production électrique suédoise, la puissance de certains réacteurs existants sera augmentée et d'autres réacteurs remplacés. Aucun subside public ne sera cependant alloué à la construction de nouvelles centrales. L'énergie hydroélectrique continuera de fournir une partie conséquente de notre production électrique. La Suède poursuivra les travaux engagés pour développer les marchés nordique et européen de l'électricité.

Des décennies de gaspillage ont eu des effets particulièrement nocifs sur nos eaux. Une politique environnementale couronnée de succès doit protéger et maintenir autant les écosystèmes vitaux que la biodiversité. L'action engagée pour améliorer l'environnement marin sera poursuivie. Se voyant doter d'une protection à long terme, des zones forestières précieuses seront gérées avec le plus grand soin. Un plan d'action pour lutter contre les produits chimiques dangereux sera élaboré.

Monsieur le Président,

La Suède doit porter haut son message de paix, de liberté et de réconciliation en Europe et dans le monde. Nous serons le ressort puissant d'une politique étrangère européenne défendant et favorisant la démocratie, le droit international ainsi que les libertés et droits fondamentaux de tous.

Un monde ouvert, une économie mondiale ouverte continuent d'arracher des milliers de femmes et d'hommes à la pauvreté. Une globalisation durable ne sert pas simplement nos intérêts, elle offre la possibilité, au niveau mondial, de passer de l'oppression à la liberté et de la pauvreté au bien-être. Des sociétés ouvertes, tolérantes et égalitaires accroissent la liberté des individus et créent les conditions d'un développement économique, social et culturel.

La Suède continuera d'appartenir au noyau dur la coopération européenne. Nous souhaitons voir une Europe qui soit un moteur puissant pour des sociétés ouvertes dans un monde ouvert, qui soit capable d'abattre murs et barrières et faire naître confiance et coopération par-delà les clivages et les préjugés du passé.

La Suède doit avoir un rôle moteur dans les questions au cœur du développement de l'UE. Le marché intérieur doit être renforcé pour pouvoir poursuivre la construction d'une Europe du bien-être. Des règles du jeu communes s'imposent pour pouvoir accélérer la reprise de l'économie européenne et prévenir des crises nouvelles. Nous souhaitons voir une Europe ouverte, où de nouveaux membres soient les bienvenus. La politique de voisinage, en particulier le partenariat oriental, joue un rôle important.

Une Organisation des Nations unies puissante restera l'une des pierres angulaires de la politique extérieure suédoise. La Suède œuvre en faveur d'une amélioration du fonctionnement des Nations unies, la rendant ainsi en mesure de mieux faire face aux défis mondiaux de demain. En particulier en ce qui concerne le climat. La Suède et l'UE continueront d'occuper une place prééminente dans ces travaux. Durant cette législature, nos actions engagées pour parvenir, d'ici 2015, aux objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) seront renforcées.

Dans l'action menée en faveur des droits de l'homme et de la démocratie, les travaux engagés, en particulier en faveur des libertés religieuse et d'expression, devront être encore plus soutenus.

À nouvelle époque, nouveaux défis. Internet unissant le monde de manière de plus en plus étroite, nous redoublerons nos efforts dans l'action menée pour défendre la liberté et la sécurité des réseaux.

Nous poursuivrons notre tâche en faveur du contrôle des armements – dans notre partie du monde également – et d'une dénucléarisation de la planète. La poursuite de la dissémination des armes de destruction massive doit être contrecarrée. La Corée du Nord et l'Iran se doivent de respecter leurs engagements internationaux et les décisions prises par le Conseil de sécurité des Nations unies.

Nous poursuivrons la tradition qui veut que la Suède apporte son soutien et sa coopération aux opérations internationales de maintien de la paix. Nous continuerons également de chercher à parvenir à un large consensus parlementaire à leur propos. Nos engagements en Afghanistan et au Kosovo sont étendus et à long terme.

La Suède œuvre en faveur d'une paix globale au Moyen-Orient. Nous disposons d'une politique européenne commune forte. L'occupation israélienne et la politique de colonisation doivent s'arrêter, un État palestinien viable et d'un seul tenant territorial doit être mis en place, les actes de terrorisme doivent cesser et le droit d'Israël à vivre au sein de frontières sûres et reconnues doit être respecté.

Voilà bientôt 20 ans que l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie retrouvèrent leur indépendance. Nous souhaitons continuer de renforcer, et ce dans tous les secteurs, la coopération entre les pays nordiques et ceux de la Baltique.

La Suède doit avoir une politique ambitieuse de développement, axée sur la lutte contre la pauvreté. Les travaux visant à mettre en œuvre une aide au développement généreuse, efficace et ouverte se poursuivront. Évolution démocratique et respects des libertés et droits fondamentaux continueront, dans le cadre de la coopération au développement, à constituer un socle de valeurs essentielles. La lutte en faveur d'une égalité accrue des chances constitue l'un des défis démocratiques majeurs de notre temps.

La sécurité de notre pays se fonde sur une communauté et une coopération avec d'autres pays. Notre politique sécuritaire doit continuer d'être élaborée dans le cadre d'un large consensus national. La voie sur laquelle nous nous sommes engagés en la matière sera maintenue.

Il est clair que notre pays ne restera pas les bras croisés en cas de catastrophe ou d'attaque frappant un autre État membre de l'Union européenne ou un autre État du Nord de l'Europe. En retour, nous nous attendons à ce que nos partenaires agissent de la même façon au cas où la Suède serait touchée.

La Suède doit disposer d'une défense disponible, utilisable et flexible, à même, seule ou avec d'autres, d'assurer la liberté et l'indépendance de notre pays.

Une organisation d'intervention rapide composée d'unités, régulières et sous contrat, sera mise sur pied avec pour mission d'intervenir en Suède, dans son voisinage ou dans le monde. Pour en accroître l'utilisabilité et la flexibilité, des ressources seront transférées du soutien et activités périphériques aux activités de ces unités. La mise en place de cette nouvelle organisation se fera au fur et à mesure que seront dégagés les moyens financiers nécessaires. La défense civile sera transformée en forces nationales de protection, lesquelles jouent un rôle central dans la défense suédoise. Leur rôle et leurs capacités sont appelés à s'accroître.

Par notre participation au groupement tactique nordique, l'une des forces d'intervention rapide de l'UE, la Suède assume ses responsabilités à matière de paix et de sécurité dans son voisinage et à proximité de ce dernier. La Suède assurera le commandement du groupement tactique nordique pendant le premier semestre 2011.

Notre ambition est de pouvoir en assurer également le commandement en 2014. Avant que ne soit prise la prochaine décision stratégique, laquelle portera sur la période post 2015, seront étudiées les exigences que requiert le monde qui nous entoure. Une attention particulière sera portée sur la dynamique de notre voisinage proche et de la Russie

Monsieur le Président,

Au moment où nous nous apprêtons à continuer d'assumer nos responsabilités vis-à-vis de la Suède, nous le faisons en fonction de trois considérations. La première : le gouvernement de l'Alliance est un gouvernement minoritaire. La seconde : la loi concernant l'organisation et les activités du Riksdag et le vote de la loi des finances nous fournissent les moyens de maintenir le cap en matière de politique, de discipline budgétaire vertueuse et de finances publiques saines. La troisième : le gouvernement recherchera des solutions larges et responsables au Riksdag, au sein duquel il semble être naturel d'avoir un dialogue régulier avec les Verts avant tout, mais également avec les Socio-démocrates lorsque les conditions s'y prêteront.

Nos quatre partis - le Parti modéré, le Parti libéral, le Parti du centre et les Démocrates-chrétiens – sont habités par une certaine idée de la Suède. Nous souhaitons assumer nos responsabilités vis-à-vis de notre pays et créer les conditions nécessaires au plein emploi et au bien-être. Nous souhaitons poser les fondements d'une société équitable et solidaire. Dans laquelle l'homme peut vivre sereinement, prendre des initiatives personnelles et réaliser ses meilleures intentions.

La Suède est déjà, à bien des égards, un pays pionnier. Nous, qui y vivons, avons toutes les raisons d'en être fiers. Sachons donc en avoir le plus grand soin. La Suède, cependant, a bien des défis à relever.

Notre société compte des personnes qui ne sont pas considérées à leur juste valeur, qui sont ignorées ou laissées pour compte. Notre société recèle également des injustices et de l'insécurité. Notre aptitude à maintenir la cohésion de notre pays repose sur la manière de relever ces défis. En continuant de nous montrer responsables, de nous prêter mutuellement attention et d'agir en fonction du long terme, la Suède future pourra devenir plus forte qu'elle ne l'a jamais été.

Monsieur le Président,

Nous partons du principe que, si tous les hommes sont différents, ils jouissent de la même dignité humaine. Peu importe leur origine, leur sexe, leur couleur, leur religion ou leur orientation sexuelle, ils doivent tous avoir les mêmes chances de se développer et de s'épanouir. Nous croyons en la force et la volonté immanentes des individus à assumer leurs responsabilités. Nous sommes convaincus qu'une plus grande liberté pour façonner son existence ouvre des horizons favorables tant pour l'individu que pour notre nation, la Suède.

La possibilité pour l'individu de devenir, par ses propres choix, maître de sa vie de tous les jours, la stratégie d'insertion sur le marché du travail, la volonté de parvenir au plein emploi et à un État-providence performant financé par l'impôt, voilà ce par quoi, selon nous, doit se caractériser la Suède d'aujourd'hui. Voilà la manière dont nous voulons nous engager pour l'avenir.

Nous avons foi en la Suède et en l'être humain. Voilà pourquoi nous avons également foi en l'avenir. Ce sera ensemble que nous édifierons une Suède meilleure. Non pas en nous dressant les uns contre les autres ou en instillant la défiance. Une société solidaire et permettant à l'individu de s'épanouir est une société pleine de vitalité. Une société meilleure, plus libre et plus humaine.

Nous continuerons de prendre nos responsabilités en face de l'économie suédoise. Nous donnerons la chance à plus encore, de gagner leur autonomie financière et de ressentir le plaisir de pouvoir subvenir à leurs besoins par leur propre travail. De nouvelles entreprises devront démarrer, prendre racines et réussir en Suède. Nous souhaitons voir s'établir un système scolaire où tout élève a de réelles chances de parvenir à son potentiel maximum. La santé et l'action sociale devront se distinguer par leur facilité d'accès, leur qualité et la liberté de choisir ce qui convient le mieux à chacun. Tout individu doit pouvoir ressentir qu'il est à l'abri de la violence ou du crime.

Voilà la Suède que nous voulons relever de la crise. Une Suède plus forte. Une Suède dont nous avons toute raison d'être fiers. Une Suède qu'il nous faut préserver.